

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Asie > Vietnam & (avant indépendances) Indochine > Histoire et débats (Vietnam & Indochine) > **Mort et résurrection de l'Indochine dans la mémoire des Français**

Mort et résurrection de l'Indochine dans la mémoire des Français

mercredi 24 juin 2009, par [BROCHEUX Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 23 juin 2009).

La France se retire de ses colonies d'Indochine après une guerre de neuf ans et la signature d'un cessez le feu à Genève le 20 juillet 1954. C'est la séquence principal du démantèlement du domaine extrême-oriental de la France qui a débuté pendant la Seconde guerre mondiale avec la rétrocession des concessions de Chine et du chemin de fer du Yunnan, l'effacement de la zone d'influence française dans le sud de la Chine. Le gouvernement de Vichy avait enclenché ce processus, le gouvernement de Gaulle le ratifia (1).

Les dernières unités militaires françaises évacuent le sud du Vietnam en avril 1956 ; toutefois il faut attendre 1975 pour que tous les restes de la présence française disparaissent. Comment les Français réagissent-ils à la perte de ce qui, dans la rhétorique et l'imagerie coloniale, est considéré comme un des plus beaux fleurons de l'empire ?

Dans les années 1980 et 1990, on assiste à un retour de l'Indochine dans le champ de vision et dans celui du débat politique. D'abord, dans le registre de l'imaginaire, trois Français réalisent trois films qui connurent un vif succès : *Indochine* de Régis Warnier, *L'Amant* de Jean-Jacques Annaud et *Dien Bien Phu* de Pierre Schoendoerffer. Tous trois témoignent du long passé colonial et de la rupture avec ce passé .

Ces trois transpositions cinématographiques, trois évocations nostalgiques, ne furent pas les seules expressions de mémoire collective sur l'Indochine, elles furent accompagnées d'une campagne très virulente contre l'universitaire George Boudarel. Mais dans ces manifestations des mémoires, le pluriel s'impose, est-ce bien de l'Indochine qu'il s'agit ?

L'opinion des Français et la fin de la guerre d'Indochine

De 1945 à 1954, les Français de France se sentent-ils concernés par la guerre qui se déroule en Extrême-Orient au nom du rétablissement de la souveraineté et de la grandeur de leur pays.

L'occupation allemande vient de prendre fin et un homme politique de la IV^e république déclare que la France sans son empire ne serait plus qu'un pays libéré mais avec son empire, elle redeviendrait une grande puissance. Or précisément la France face aux défis de la reconstruction, n'a pas les moyens de mener une guerre de rétablissement de souveraineté sinon de reconquête coloniale. Pendant la durée des hostilités la France n'envoie que des troupes de métier et des volontaires (70.000 métropolitains, le reste étant composé de troupes africaines) et non de conscrits comme elle fera en Algérie.

Entretemps, les Français retrouvent leurs divergences politiques et le Parti communiste français dont l'électorat atteint jusqu'à 25% des électeurs français à la fin de la décennie 40, se prononce contre la « sale guerre » ainsi qu'est qualifié le conflit par ses adversaires bien que la paternité de l'expression est attribuée à l'ambassadeur américain William Bullitt.

En face, les Vietnamiens combattent pour l'indépendance nationale mais la lutte est dirigée par les communistes. Très tôt, la guerre d'Indochine s'articule nettement avec la guerre froide et les protagonistes sont intégrés dans la configuration mondiale des « deux blocs » antagonistes.

Mais en France, le fait capital est que le conflit franco-vietnamien est en même temps un conflit franco-français surtout lorsqu'en mai 1947 les ministres communistes sont chassés du gouvernement.

La guerre prend toute sa dimension internationale lorsqu'éclate la guerre de Corée en 1950 : Indochine et Corée sont deux fronts chauds de la confrontation du « Monde libre » et du Monde soviétique. Parallèlement à cette orientation et à cause d'elle, les gouvernements français qui se succèdent (il y en eut 19 entre 1945 et 1954) à cause de l'instabilité des coalitions parlementaires, deviennent de plus en plus tributaires du gouvernement des Etats Unis pour le financement de la guerre (la part américaine passe de 42% à partir de 1952 à 80% en 1954). En effet, cette guerre devient de plus en plus cher : de 1945 à 1951 les dépenses militaires françaises atteignent 812,6 milliards de francs tandis que celles, civiles, d'équipement et de reconstruction s'élèvent à 576 milliards de francs. Le président de la république Vincent Auriol affirme même, fin 1952, que « *la défense de la liberté en Indochine nous a déjà coûté matériellement le double de ce que nous avons reçu au titre du Plan Marshall, 1600 milliards contre 600* » (2).

Les responsables politiques français tentent de se dégager du borbier indochinois pour reporter leur attention sur la reconstruction du pays mais aussi pour parer la contestation montante des autres peuples colonisés. Cette dernière provoque de bonne heure l'inquiétude chez les responsables de la politique française, témoin le général de Lattre de Tassigny qui dès août 1951, avait annoncé « *vous savez, tout cela ne s'arrêtera pas en Indochine. Nous avons fait la folie de faire combattre sous notre commandement des Musulmans et des Noirs, contre les Jaunes, et même parfois de les faire battre par des Jaunes. L'Afrique française est foutue* » (3).

L'opinion publique, si tant est qu'elle est saisissable, se sent de moins en moins concernée par des batailles qui se déroulent à 16.000 kilomètres de chez elle. Certes, le PCF a mené la plus grande campagne contre une guerre coloniale depuis celle qu'elle a conduite contre la guerre du Rif (Maroc, 1925-1926) en suscitant des grèves de dockers, des manifestations contre le départ des troupes mais il n'a pas réussi à déclencher de véritables actions de masse.

Il a eu plus de succès en menant des campagnes spécifiques comme celle pour la libération du marin Henri Martin où il a rassemblé l'intelligentsia et les chrétiens de gauche. C'est cette initiative qui conduit le philosophe et écrivain Jean Paul Sartre à coopérer avec les communistes. Il a également introduit la question indochinoise dans les débats parlementaires à partir de 1949, il s'est servi du trafic des piastres pour dénoncer la corruption des milieux dirigeants français (4).

L'insuccès de la mobilisation populaire que les communistes français voulaient réallier traduit l'indifférence vis à vis de la guerre davantage que l'approbation de celle-ci. Alors qu'en juillet 1947 : 37% des Français interrogés se prononcent pour le rétablissement de l'ordre avec l'envoi de renforts militaires et 37% pour la négociation et l'indépendance du Vietnam, en 1949, ils sont respectivement 19% et 49% (5).

D'après un sondage de février 1954, à la veille du premier grand assaut vietnamien contre Dien Bien Phu, 1 Français sur 4 suit régulièrement dans la presse les nouvelles d'Indochine, 1 sur 3 avoue ne jamais s'y intéresser, une petite moitié lit de « temps en temps » les nouvelles de la guerre (6). C'est ce que déplore le dernier commandant en chef des troupes françaises, le général Navarre : « *La guerre d'Indochine n'était pas une guerre nationale. C'était une entreprise lointaine, menée par la seule armée de métier, et à laquelle la Nation, qui n'en saisissait pas le sens ne participait*

absolument pas » (7).

L'Indochine n'est pas complètement perdue pour les Français

Contrairement à l'Algérie, l'Indochine n'est pas une colonie de peuplement ; en 1940, il y avait tout au plus, 40.000 citoyens français sur 20 millions d'Indochinois. Elle est classée colonie d'exploitation et d'encadrement et les principaux intérêts économiques y sont représentés par des grandes sociétés capitalistes qui ont investi leurs capitaux dans les plantations d'hévéas, les mines de charbon et des industries de transformation telles que les Distilleries d'alcools, l'industrie textile. Il faut y ajouter les détenteurs de 250.000 hectares de rizières dans le delta du Mékong ; celles ci forment des grands domaines de quelques centaines à des milliers d'hectares. L'appareil économique est couronné par la puissante Banque de L'Indochine.

Les Accords de Genève inaugurent le retrait militaire et la fin de la domination politique française mais elles n'entraînent pas l'évacuation totale de l'Indochine si ce n'est du Vietnam au nord du 17^e parallèle. Les Français ne s'y sont pas trompés. D'après un sondage qui succède au précédent : en Août et septembre, une fois les accords conclus à Genève, 48% des personnes consultées estiment que l'armistice signé en Indochine est avantageux pour la France et 31% ne se prononcent pas tandis que 21% le considèrent comme désavantageux . Par ailleurs, seulement 11% de consultés jugent qu'il s'agit d'une véritable capitulation (8).

Certes, les retraits des capitaux français commencent en 1953 mais les principales entreprises qui ont, tant bien que mal, échappé aux dégâts de la guerre, poursuivent leurs activités après 1954 et, pour certaines d'entre elles, jusqu'en 1975. La principale puissance économique, la Banque de l'Indochine n'a pas attendu que le conflit indochinois empire pour mener ses opérations en Afrique, dans le Proche -Orient ainsi qu'en Océanie ; cependant c'est en France même que la Banque va s'implanter solidement pour devenir l'une des principales institutions financières (9).

Le Sud Vietnam, le Cambodge et le Laos demeurent des bases d'activités économiques et d'action culturelle, somme toute résiduelles, mais non négligeables comme en témoignent l'inventaire des capitaux français investis ou réinvestis au seul Sud Vietnam⁷ qui évalue ceux ci à 196.706.666,67 dollars US (le conseiller commercial de l'ambassade de France à Saigon (10).

Les sociétés et les individus qui ont perdu leurs biens sont indemnisés par le gouvernement français, c'est le cas des concessionnaires de rizières (11). Même au Nord Vietnam, pendant une assez brève période, la Société des charbonnages du Tonkin obtient du gouvernement vietnamien une indemnisation en nature sous forme de livraisons de charbon pour l'exportation (12).

Sans retrouver l'ampleur de leurs opérations d'avant guerre, les capitalistes français ne sont pas totalement exclus du terrain indochinois même lorsque le Sud Vietnam quitte la zone franc pour entrer dans la zone dollar en 1955.

Quant à l'influence culturelle (diffusée par l'intermédiaire d'un réseau important d'écoles primaires, secondaires et d'enseignants détachés dans les établissements supérieurs, par les centres culturels français) qui possède une portée politique puisqu'elle englobe la formation des élites locales, elle reste réelle avant d'être légèrement affaiblie lorsque les Américains prennent pratiquement le contrôle du Sud Vietnam et que le général de Gaulle indispose ses alliés en prononçant le discours de Phnom Penh en 1966. En 1975, les communistes vainqueurs dans toute la péninsule, la mettent entre parenthèses tout en étatisant les biens français. Toutefois, la dimension culturelle ne fut jamais totalement évacuée si l'on admet que l'adhésion du Vietnam socialiste à l'Organisation de la Francophonie dépasse le simple geste diplomatique.

La réactivation d'une mémoire.

L'onde de choc de la défaite française en Indochine se répercute dans tout l'empire et comme un événement chasse l'autre, la guerre d'Algérie, qui débute à la Toussaint 1954, efface l'Indochine des esprits des Français. L'Indochine ne figure plus désormais qu'au registre des mémoires dont elle ressort à l'occasion d'enjeux français plutôt qu'indochinois.

En 1975, toute la péninsule y compris les bases de repli aménagées après 1954, est passée sous la coupe de gouvernements communistes. Ce fait réveille des frustrations accumulées par la décolonisation principalement la perte de l'Algérie perçue comme une conséquence de la défaite indochinoise.

D'abord, il y a des initiatives pour venir en aide aux boat-people considérés comme les victimes du communisme ; aux côtés des organisations humanitaires surgissent ceux, souvent des « anciens d'Indo », qui trouvent l'occasion de renouer avec le combat anticommuniste.

Sans être dénué d'arrière-pensées politiques, ce mouvement possède un caractère humanitaire pour une très grande part, mais il est suivi d'autres actions plus spécifiquement politico-médiatiques. On peut en identifier trois qui se relaient dans le temps : la publication d'un livre intitulé *Requiem pour Phnom Penh et Saigon* (1976), le procès télévisé du cinéaste Henri de Turenne et la publication d'un deuxième livre intitulé *Alerte à l'Histoire* (1985). Ces opérations trouvent leur point d'orgue en 1991 avec l'Affaire Boudarel (13).

Tous ces faits apparaissent dans un contexte international marqué par l'érosion progressive de la puissance et du prestige de l'URSS du fait de son impasse économique, de la répression politique intérieure et chez ses satellites, du conflit sino-soviétique et des ravages du Maoïsme. En Indochine, le « bain de sang » que l'on annonçait n'a pas eu lieu au Vietnam mais au Cambodge. Cependant les camps de rééducation vietnamiens ont été immédiatement assimilés au Goulag stalinien.

Tous ces faits diffusés par des réseaux médiatiques en pleine croissance ont servi à réhabiliter les anciens combattants d'Indochine : leur combat était le bon combat pour la liberté des peuples indochinois et non une entreprise coloniale ou néo-coloniale. C'est une idée-force qui traverse *Requiem pour...* mais ce livre est en même temps un amalgame où des auteurs d'extrême droite impute la responsabilité de la perte de l'empire à De Gaulle, aux communistes, aux intellectuels tiers-mondistes et aux curés de gauche.

Ce courant révisionniste-résurrectionniste trouve une occasion propice de s'exprimer lors de la projection sur la chaîne publique de télévision A2, d'un téléfilm historico-documentaire intitulé *Vietnam*. et réalisée par Henri de Turenne. Celui-ci avait tourné un film sur la période coloniale française destiné au long métrage de l'Américain Stanley Karnow et produit par la chaîne américaine PBS.

Le film provoqua la fureur des tenants de la « colonisation civilisatrice » et du juste combat du corps expéditionnaire. La riposte au film prit la forme d'un débat télévisé et d'une publication sous l'égide de l'Académie des sciences d'Outre-mer.

Le premier volet visait une large audience. Le mot tribunal est justifié par la disposition même des intervenants sur le plateau de tournage : Henri de Turenne se trouvait placé sur un siège face à 4 personnes assises derrière une table et qui l'accusèrent d'avoir réalisé un film anti-français en ne montrant que les aspects négatifs de la domination française tout en mettant en valeur la résistance du peuple vietnamien (« un tel panégyrique de l'œuvre communiste » Jean Letourneau dans *Le Figaro* du 30 janvier 1984). Non seulement le cinéaste était coupable de falsifier l'histoire mais il

était accusé d'imposture en donnant la reconstitution de la chute de Dien Bien Phu comme une séquence tournée en direct.

Le second volet était académique : un panel d'anciens administrateurs et d'universitaires se chargèrent de faire un retour sur la colonisation française en recensant et décrivant les aspects positifs : action médicale, enseignement, justice, etc... Le but était de « *rétablir la vérité* » en contrepoint d'une interprétation jugée négative et déformée.

La démarche de réhabilitation de la colonisation française et des anciens combattants se poursuit. Le 19 janvier 1988, le président de la République François Mitterrand pose à Fréjus la première pierre d'une nécropole destinée aux dépouilles des soldats français tombés en Indochine dont 26.000 ont déjà été rapatriés à cette date.. Dans son discours, le maire de Fréjus qui est aussi ministre dans le gouvernement Chirac, relève qu'il « *aura fallu près de quarante ans pour que nous mesurions dans le regard halluciné des boat-people, dans le silence englouti des 400.000 noyés de la mer de Chine le sens exact de leur engagement [des soldats français], la vraie dimension de leur combat* » (14), c'est pour lui l'occasion de rappeler qu'en 1954 il y avait « *une France qui invente le tiercé et une France qui vit, dans sa chair le dernier acte de la tragédie d'Indochine* » (15).

Trois ans plus tard, George Boudarel, un universitaire qui partit en Indochine dans sa jeunesse et y rejoignit la résistance vietnamienne, est à son tour mis en accusation publiquement. Il avait accepté , pendant un an, de faire de la propagande dans un camp de prisonniers français. Cela lui valut d'être qualifié de « commissaire politique » et surtout d'être accusé d'avoir fait torturer et laisser mourir des prisonniers. Rentré en France en 1968, bénéficiant de la même loi d'amnistie que ceux qui avaient été condamnés pour faits de guerre en Algérie, il enseigne à l'université et publie des travaux sur le Vietnam sans se cacher ni changer de nom.

Au cours d'un colloque universitaire sur le Vietnam, Jean-Jacques Beucler, ancien officier et prisonnier des Vietnamiens qui avait déjà mis en accusation Henri de Turenne, interpelle Boudarel et l'accuse d'avoir trahi la France et de surcroît d'avoir fait ou laisser mourir des prisonniers français. Dès lors commence un « lynchage médiatique » selon les termes d'un parlementaire de droite, suivi d'un harcèlement téléphonique et même un attentat armé puis une succession de procès par rebondissements. Ce n'est qu'en octobre 1997, qu'un deuxième non-lieu est prononcé qui met fin à l'affaire judiciaire.

Comment expliquer l'affaire Boudarel ?

Les attaques contre Boudarel commencent dans la décennie où plusieurs phénomènes convergent pour souffler « l'air du temps ».

La recherche des responsables des crimes de guerre nazis et leur procès (Klaus Barbie), la re-imputation des responsabilités françaises dans le crime de la Shoah (Bousquet, Papon, Touvier) conduisent à la définition de la notion de crime contre l'humanité en même temps qu'à l'exaltation du devoir de mémoire. Pendant cette période, la comparaison entre nazisme et communisme commence à s'imposer et certains affirment la similitude du nazisme et du communisme, des régimes hitlérien et stalinien. Ces idées inspirent ou stimulent sans aucun doute la campagne contre Boudarel.

Mais dès lors, on est loin de l'Indochine et de la décolonisation. Dans les deux décennies qui suivent la « communisation » de la péninsule indochinoise, l'Indochine est surtout le prétexte de règlement de comptes entre Français. Le retour des Français sur l'Indochine n'est qu'un retour sur eux-mêmes.

Pierre Brocheux, Université Denis Diderot (Paris7)

Références et notes

1. Mercier Fabienne : *Vichy face à Chiang Kai-Shek. Histoire diplomatique*. L'Harmattan, Paris, 1995.
2. Ageron Charles-Robert : *La décolonisation française*. Paris , A. Colin 1991, p. 90. et aussi Ruscio Alain : *La guerre française d'Indochine* . Éditions Complexe, Bruxelles, 1992.
3. Ageron C-R : *op. cit.*.. p.90.
4. Ruscio Alain : *Les communistes français et la guerre d'Indochine 1944-1954*. L'Harmattan, Paris,1985. Le quartier-maître Henri Martin, retour d'Indochine, avait distribué des tracts contre la guerre dans l'enceinte de l'arsenal de Toulon. Il fut condamné et emprisonné.
5. Ageron C-R : *op. cit.* p.91.
6. Ruscio A. : *Dien Bien Phu. La fin d'une illusion*. L'Harmattan, Paris,1987. p. 96. Voir aussi Dalloz Jacques : Dien Bien Phu. « Les Medias et l'Évènement ». *La Documentation française*, Paris, 1991.
7. Navarre Henri (Gal) : *L'agonie de l'Indochine. 1953-1954*. Plon, Paris, 1956. p. 31.
8. Ruscio A. : *op. cit.* 1987, pp. 97-98.
9. Meuleau Marc : *Des pionniers en Extrême-Orient. Histoire de la Banque de l'Indochine. 1875-1975*. Fayard, Paris, 1990. p. 527.
10. Rapport sur les relations économiques entre la France et le Vietnam depuis les accords de Genève, 15 juillet, 1963. Archives personnelles.
11. Brocheux Pierre : « La fin des exploitations agricoles françaises dans le delta du Mékong », *Outre-mers. Revue d'histoire*, n°330-331, 1^{er} sem. 2001
12. Archives du Ministère des Affaires étrangères, Paris. Fonds Etats associés : Cambodge-Laos-Vietnam / RDV, registre 27.
13. Boudarel Georges : *Autobiographie*. Jacques Bertoin, Paris 1991. L'affaire Boudarel débute quatre ans avant celle de Poncke Pricen en Hollande. cf. Houben Vincent J.H. : « Torn soul. The Dutch Public Discussion on the Colonial Past in 1995 ». *Indonesia* 63/1997, SEAP, Cornell University. pp.45-66.
14. François Léotard, *Le Monde* 21 janvier 1988.
15. *Ibid*. Le tiercé est un jeu de paris sur des courses de chevaux très populaire en France et qui fut créé l' année de la défaite de Dien Bien Phu.

P.-S.

* Texte inédit précédemment.